

Montréal, le 2 mai 2018

OBJET Votre demande d'accès du 26 janvier 2018
N/d : 800-02-76

Madame,

Nous donnons suite à votre demande d'accès aux documents reçue le 26 janvier dernier et à la correspondance du 12 février 2018 [REDACTED] par lesquelles vous désirez obtenir des informations concernant le processus de sélection pour l'emploi d'analyste-enquêteur, notamment :

« _nombre d'avis de concours et d'affichage de postes, description, date et durée de chacun d'entre eux;
_nombre de candidatures reçues à chacun de ces affichages de postes;
_dates et raison de toutes les demandes d'exemption formulées dans le cadre de processus de sélections de l'UPAC, nom de la personne\organisme qui les formule, ainsi que copie des documents échangés à ce sujet;
_décision du Conseil du trésor dans ces dossiers et copie des documents échangés à ce sujet;
_nombre de candidats à des concours de l'UPAC ayant reçu une exemption relative à tout examen écrit et si tel est le cas, lequel ou lesquels. »

Relativement au point 1, vous trouverez ci-joint trois (3) appels de candidature (concours de recrutement) et six (6) offres de mutation menés par le Ministère de la Sécurité publique afin de pourvoir à des emplois occasionnels et réguliers d'analyste-enquêteur.

Concernant le point 2, nous vous référons aux tableaux ci-après qui regroupent les données demandées.

Numéro de l'offre de mutation	Nombre de candidatures reçues
10500MU0244141328	15
MUJC-1051072-06	Données non disponibles
MUJC-1051082-06	Données non disponibles
MUJC-1051083-03	Données non disponibles
MUJH-1052024-06	Données non disponibles
MUJH-1052146-06	Données non disponibles

Numéro de l'appel de candidature (concours de recrutement)	Nombre de candidatures reçues
105R-1106544	997
105G-1106678	348
105R-1106607	282

Quant au point 3 de votre demande, le Commissaire ne détient aucun document en lien avec les renseignements demandés. Toutefois, nous tenons à vous informer que nous avons pourvu trois (3) postes d'analyste-enquêteur en vertu de l'article 8.1 de la Directive concernant les emplois occasionnels de la fonction publique (5.2.1.3) qui mentionne ce qui suit : *Les règles prévues à la présente section ne s'appliquent pas au recrutement d'un employé en vue de pourvoir à un emploi occasionnel énuméré à l'annexe 1.* En effet, la fonction d'analyste-enquêteur est visée par le paragraphe 49 de l'annexe 1 de la Directive concernant les emplois occasionnels de la fonction publique qui permet au Commissaire de nommer des personnes à un emploi occasionnel sans qu'elles soient inscrites dans une banque de personnes qualifiées.

Les trois (3) postes ont été pourvus le 24 avril 2013, le 21 mai 2013 et le 26 août 2013. Par ailleurs, ces embauches étaient conditionnelles à la réussite par l'analyste-enquêteur d'un concours de recrutement. À cet effet, leurs actes de nomination comprenaient tous la note suivante :

« Nomination conditionnelle à la réussite du processus de qualification. L'employé est responsable de surveiller la parution de l'appel de candidatures au processus de qualification et de s'y inscrire, aucun avis à cet effet ne sera transmis à l'employé. »

Les personnes engagées le 21 mai 2013 et le 26 août 2013 se sont inscrites au concours de recrutement 105G-1106678 et l'ont réussi.

Si vous désirez obtenir copie de la Directive concernant les emplois occasionnels de la fonction publique qui se trouve au volume 5, chapitre 2, sujet 1, pièce 3 du Recueil des politiques de gestion du Conseil du trésor, nous vous invitons à communiquer avec le service à la clientèle de Les Publications Québec aux coordonnées suivantes :

Les Publications du Québec
1000, route de l'Église, 5e étage
Québec (Québec) G1V 3V9
Téléphone : 1 800 463-2100 (sans frais) ou 418 643-5150
Télécopieur : 1 800 561-3479 (sans frais) ou 418 643-6177

Eu égard aux points 4 et 5, au terme des recherches effectuées dans le cadre du traitement de votre demande, il appert que les documents demandés sont inexistants. Cependant, quant au point 5, nous vous informons qu'aucune personne ayant soumis sa candidature à l'un des concours de recrutement n'a reçu d'exemption à la réussite d'un examen écrit.

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note relative à l'exercice de ce recours.

Veillez recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Marie-Claude Laberge, avocate
Responsable de l'accès aux documents
p. j.

UNE OU UN ANALYSTE-ENQUÊTEUR

Agente ou agent de recherche et de planification socioéconomique

Offre de mutation : 10500MU0244141328

Commissaire à la lutte contre la corruption (Commissaire) : Direction de la prévention et de la détection. Un emploi est à pourvoir au 2100, Pierre-Dupuy à Montréal.

Contexte : L'unité permanente anticorruption (UPAC), dirigée par le commissaire à la lutte contre la corruption, a pour mandat de lutter contre la corruption, la collusion et le trafic d'influence dans l'adjudication et l'exécution de contrats publics, particulièrement dans l'industrie de la construction. La personne doit détecter et réprimer, de façon concertée, les diverses infractions associées à la corruption, à la collusion et à la fraude dans l'adjudication et la réalisation des contrats publics par des enquêtes criminelles, pénales et administratives ainsi que par l'utilisation des dispositions des différentes lois pour saisir, bloquer et confisquer les biens et les avoirs reliés à ces activités et pour émettre des avis de cotisation à leur égard. Elle prévient la collusion et la fraude dans l'attribution et la réalisation des contrats publics par des mesures de vérification et de contrôle. Elle doit recueillir, colliger et analyser les renseignements concernant les cas suspectés ou avérés de corruption, de trafic d'influence, de collusion ou sur tout autre dossier connexe. Elle assure finalement le partage d'expertise et l'échange de renseignements entre les ministères et organismes concernés.

Attributions : Sous l'autorité du directeur des opérations du bureau du Commissaire à la lutte contre la corruption, la personne titulaire de l'emploi offre une expertise professionnelle principalement en matière d'enquête, de collecte, de recherche et d'analyse de renseignements, de même que de veille stratégique reliée au domaine de la criminalité, de la corruption et de la sécurité. Elle se doit de prendre connaissance des dénonciations d'actes répréhensibles afin de leur donner les suites appropriées. La personne titulaire doit également déterminer et documenter toutes nouvelles formes de corruption, de malversation, de collusion, de fraude ou de trafic d'influence dans l'adjudication, l'obtention ou l'exécution des contrats octroyés dans l'exercice des fonctions d'un organisme ou d'une personne du secteur public. Elle peut agir comme interlocuteur de l'UPAC auprès des partenaires et travailler conjointement avec ceux-ci dans le cadre des dossiers qui lui sont confiés.

La personne titulaire de l'emploi doit également participer à des rencontres d'information auprès du personnel de ministères, organismes et entreprises.

Dans le cadre de ce mandat, la personne titulaire rencontrera les employés et responsables de ces organisations pour les sensibiliser aux phénomènes liés à la corruption (stratagèmes, statistiques, tendances, etc.), à l'existence d'un régime d'intégrité, à l'importance de signaler tout acte répréhensible et aux dispositions légales protégeant les dénonciateurs.

Profil recherché : La personne recherchée doit démontrer de l'autonomie et du jugement afin de prendre les décisions appropriées dans des délais serrés, dans un contexte où la réalisation de la mission du CLCC et de son image de marque constitue constamment un enjeu.

L'emploi exige des compétences en matière d'analyse, de concertation, de rédaction et d'établissement des meilleures pratiques d'enquête afin de répondre au mandat du CLCC. La personne titulaire de l'emploi doit aussi démontrer une capacité à travailler en équipe.

Elle doit être en mesure de rédiger des plans d'enquête contenant des actions et des échéanciers de réalisation et d'en convenir avec son supérieur.

La personne titulaire de l'emploi doit également posséder une très bonne culture générale et une maîtrise parfaite de la langue française écrite et parlée. Elle doit être capable d'évaluer le travail afin de proposer des solutions répondant aux attentes et aux objectifs du CLCC.

La personne titulaire de l'emploi doit également avoir la capacité de s'exprimer devant un groupe de personnes et d'animer des réunions.

Conditions d'admission: Faire partie du personnel régulier de la fonction publique du Québec. Appartenir à la classe d'emplois d'agente ou d'agent de recherche et de planification socio-économique ou accepter un reclassement à ce titre. Posséder cinq années d'expérience pertinentes de niveau professionnel dans des fonctions d'enquête ou de vérification.

Autre exigence de l'emploi : L'embauche est conditionnelle aux résultats d'une enquête de sécurité démontrant les bonnes mœurs de la personne candidate.

Période d'inscription : Du 30 janvier au 10 février 2017

Au terme de la période d'inscription, cette offre ne sera plus accessible dans le système de dotation en ligne. Par conséquent, nous vous suggérons de **conserver une copie** de cette offre pour consultation ultérieure.

Inscription : Pour soumettre votre candidature, vous devez cliquer sur « Poser ma candidature ». Prenez note que l'inscription doit **obligatoirement** s'effectuer à l'aide du formulaire d'inscription en ligne.

Veillez noter qu'il est de votre responsabilité de fournir un dossier complet et détaillé, notamment en inscrivant votre emploi actuel dans la section « Expérience de travail ». Lorsque vous aurez soumis votre candidature, les informations contenues dans le formulaire ne pourront plus être modifiées.

Aucune candidature transmise par courrier, courriel ou télécopieur ne sera acceptée.

Pour toute question concernant l'utilisation d'*Emplois en ligne*, vous pouvez communiquer avec le Centre d'assistance en dotation au 418 528-7157, pour la région de Québec, ou sans frais au 1 866 672-3460, ailleurs au Québec.

Informations sur le processus de dotation : Cindy Massey 418 646-6777, poste 30179

Informations sur les attributions de l'emploi : M. Benoît Pinet, directeur de la prévention et de la détection, 514 228-3098, poste 12301

Note : Cette offre de mutation fait également l'objet d'une offre d'affectation qui pourra être traitée de façon prioritaire. Toute candidature référée dans le cadre de la relocalisation d'une personne en priorité de placement sera traitée préalablement à la mutation.

UNE OU UN ANALYSTE-ENQUÊTEUR

Agente ou agent de recherche et de planification socio-économique

Offre de mutation : MUJC-1051072-06

Ministère de la Sécurité publique : La mise sur pied de l'Unité permanente anticorruption étant en cours, présentement trois emplois réguliers sont à pourvoir, plus précisément au *Commissaire à la lutte contre la corruption* dont les bureaux seront situés dans la région de Montréal et un emploi dans la région de Québec (l'endroit exact est à déterminer).

Unité permanente anticorruption (UPAC) : L'UPAC, dirigée par le *Commissaire à la lutte contre la corruption*, a pour mandat de lutter contre la corruption, la collusion et le trafic d'influence dans l'adjudication et l'exécution de contrats publics, particulièrement dans l'industrie de la construction. Elle doit détecter et réprimer, de façon concertée, les diverses infractions associées à la corruption, à la collusion et à la fraude dans l'adjudication et la réalisation des contrats publics par des enquêtes criminelles, pénales et administratives ainsi que par l'utilisation des dispositions des différentes lois pour saisir, bloquer et confisquer les biens et les avoirs reliés à ces activités ainsi que pour émettre des avis de cotisation à leur égard. Elle prévient la collusion et la fraude dans l'attribution et la réalisation des contrats publics par des mesures de vérification et de contrôle. Elle doit recueillir, colliger et analyser le renseignement concernant les cas suspectés ou avérés de corruption, de trafic d'influence, de collusion ou sur tout autre dossier connexe. Elle assure finalement le partage d'expertise et l'échange de renseignements entre les ministères et organismes concernés.

Attributions : Sous l'autorité du Commissaire, la personne titulaire du poste offre une expertise professionnelle principalement en matière d'enquêtes, de collecte et d'analyse de renseignements. Elle se doit de prendre connaissance des dénonciations d'actes répréhensibles afin de leur donner les suites appropriées. Elle doit également identifier et documenter toutes nouvelles formes de corruption, de malversation, de collusion, de fraude ou de trafic d'influence dans l'adjudication, l'obtention ou l'exécution des contrats octroyés dans l'exercice des fonctions d'un organisme ou d'une personne du secteur public. Elle peut agir comme interlocuteur de l'UPAC auprès des partenaires et travailler conjointement avec ceux-ci dans le cadre des dossiers qui lui sont confiés.

Profil recherché : La personne recherchée doit faire preuve d'une très grande autonomie dans son travail, de jugement, de sens critique et avoir de la facilité à travailler en équipe multidisciplinaire. Elle dispose d'habiletés relationnelles et fait preuve de diplomatie et de tact. Elle a de bonnes habiletés de communication, tant à l'oral qu'à l'écrit. Elle doit démontrer un contrôle de soi, être organisée et méthodique pour planifier les travaux qui lui sont attribués en fonction des

objectifs fixés et pour en assurer le suivi. Elle doit pouvoir présenter et soutenir une argumentation dans ces dossiers. De plus, elle possède une grande capacité à trouver des solutions créatives et efficaces qui tiennent compte des objectifs de l'UPAC.

Conditions d'admission : Faire partie du personnel régulier de la fonction publique du Québec et appartenir à la classe d'emplois d'agente et agent de recherche et de planification socio-économique ou accepter un reclassement à ce titre. Posséder au moins cinq années d'expérience de niveau professionnel dans un domaine pertinent aux attributions de l'emploi.

Période d'inscription : Du 30 mai au 10 juin 2011

Inscription : Remplir le formulaire *Offre de service* en inscrivant le numéro **MUJC-1051072-06** à la rubrique « Numéro du concours ou de la réserve », le signer et le faire parvenir par télécopieur au 418 646-9287 ou à l'adresse suivante:

Monsieur Jason Charest
Direction des ressources humaines
Ministère de la Sécurité publique
Tour des Laurentides
2525, boulevard Laurier, 7^e étage
Québec, (Québec) G1V 2L2

Pour être acceptées, les candidatures devront être reçues à l'adresse indiquée au plus tard le 10 juin 2011.

Aucune candidature transmise par courrier électronique ne sera acceptée.

Information : M. Jason Charest
Direction des ressources humaines
418 646-6777, poste 30177

Note : Toute candidature référée dans le cadre de la relocalisation d'une personne en priorité de placement sera traitée préalablement.

UNE OU UN ANALYSTE-ENQUÊTEUR

Agente ou agent de recherche et de planification socio-économique

Offre de mutation : MUJC-1051082-06

Ministère de la Sécurité publique : La mise sur pied de l'Unité permanente anticorruption étant en cours, **plusieurs** emplois réguliers sont à pourvoir d'ici l'automne, plus précisément au bureau du *Commissaire à la lutte contre la corruption* dont les bureaux seront situés dans la région de Montréal (endroit exact à déterminer).

Unité permanente anticorruption (UPAC) : L'UPAC, dirigée par le *commissaire à la lutte contre la corruption*, a pour mandat de lutter contre la corruption, la collusion et le trafic d'influence dans l'adjudication et l'exécution de contrats publics, particulièrement dans l'industrie de la construction. Elle doit détecter et réprimer, de façon concertée, les diverses infractions associées à la corruption, à la collusion et à la fraude dans l'adjudication et la réalisation des contrats publics par des enquêtes criminelles, pénales et administratives ainsi que par l'utilisation des dispositions des différentes lois pour saisir, bloquer et confisquer les biens et les avoirs reliés à ces activités qui pourraient mener à émettre des avis de cotisation à leur égard. Elle prévient la collusion et la fraude dans l'attribution et la réalisation des contrats publics par des mesures de vérification et de contrôle. Elle doit recueillir, colliger et analyser le renseignement concernant les cas suspectés ou avérés de corruption, de trafic d'influence, de collusion ou sur tout autre dossier connexe. Elle assure finalement le partage d'expertise et l'échange de renseignements entre les ministères et organismes concernés.

Attributions : Sous l'autorité du responsable des enquêtes du bureau du commissaire à la lutte contre la corruption, la personne titulaire du poste offre une expertise professionnelle principalement en matière d'enquêtes et de collecte et d'analyse de renseignements. Elle se doit de prendre connaissance des dénonciations d'actes répréhensibles, afin de leur donner les suites appropriées. Elle doit également identifier et documenter toutes nouvelles formes de corruption, de malversation, de collusion, de fraude ou de trafic d'influence dans l'adjudication, l'obtention ou l'exécution des contrats octroyés dans l'exercice des fonctions d'un organisme ou d'une personne du secteur public. Elle peut agir comme interlocuteur de l'UPAC auprès des partenaires et travailler conjointement avec ceux-ci dans le cadre des dossiers qui lui sont confiés. Elle a la responsabilité de rédiger des rapports, d'effectuer la synthèse des informations colligées et de formuler des recommandations qui seront soumises aux autorités du bureau du Commissaire.

Profil recherché : La personne recherchée doit faire preuve d'une très grande autonomie dans son travail, de jugement, de sens critique et avoir de la facilité à travailler en équipe multidisciplinaire. Elle dispose d'habiletés relationnelles et fait preuve de diplomatie et de tact. Elle a de bonnes habiletés de communication, tant à l'oral qu'à l'écrit. Elle doit avoir une connaissance approfondie des lois et règlements encadrant la réalisation d'enquêtes au Québec. Elle doit présenter une très grande habileté à saisir les enjeux en cause et les liens potentiels, démontrer un contrôle de soi, être organisée et méthodique pour planifier les travaux qui lui sont attribués en fonction des objectifs fixés et pour en assurer le suivi. Elle doit pouvoir présenter et soutenir une argumentation dans ces dossiers. De plus, elle possède une très grande capacité à trouver des solutions créatives et efficaces pour contribuer à l'accomplissement des mandats confiés à l'UPAC.

Conditions d'admission : Faire partie du personnel régulier de la fonction publique du Québec **ET** appartenir à la classe d'emplois d'agente ou agent de recherche et de planification socio-économique **OU** accepter un reclassement à ce titre.

Posséder un minimum de huit années d'expérience pertinente dans le domaine des enquêtes criminelles, de la gendarmerie, des organisations policières, des services spécialisés (écoute électronique, filature, identité judiciaire, renseignement criminel) et de la surveillance du territoire. Être titulaire d'un diplôme universitaire de premier cycle en droit, en criminologie, en gestion policière ou dans une autre discipline pertinente.

Note : L'embauche est conditionnelle aux résultats d'une enquête de sécurité démontrant les bonnes mœurs de la personne candidate. Au moment de l'embauche, la personne retenue devra posséder un permis de conduire valide.

Période d'inscription : du 20 juin au 5 juillet 2011

Inscription : Remplir le formulaire *Offre de service* en inscrivant le numéro **MUJC-1051082-06** à la rubrique « Numéro du concours ou de la réserve », le signer et le faire parvenir à l'adresse suivante ou par télécopieur :

Monsieur Jason Charest
Direction des ressources humaines
Ministère de la Sécurité publique
Tour des Laurentides
2525, boulevard Laurier, 7^e étage
Québec, (Québec) G1V 2L2

Télécopieur : 418-646-9287

Pour être acceptées, les candidatures devront être reçues à l'adresse indiquée au plus tard le 5 juillet 2011. **Aucune candidature transmise par courrier électronique ne sera acceptée.**

Information : M. Jason Charest
Direction des ressources humaines
418 646-6777, poste 30177

Note : Toute candidature référée dans le cadre de la relocalisation d'une personne en priorité de placement sera traitée préalablement.

UNE OU UN ANALYSTE-ENQUÊTEUR

Agente ou agent de recherche et de planification socio-économique

Offre de mutation : MUJC-1051083-03

Ministère de la Sécurité publique : La mise sur pied de l'Unité permanente anticorruption étant en cours, **plusieurs** emplois réguliers sont à pourvoir d'ici l'automne, plus précisément au bureau du *Commissaire à la lutte contre la corruption* dont certains seront affectés à Québec. (endroit exact à déterminer).

Unité permanente anticorruption (UPAC) : L'UPAC, dirigée par le *commissaire à la lutte contre la corruption*, a pour mandat de lutter contre la corruption, la collusion et le trafic d'influence dans l'adjudication et l'exécution de contrats publics, particulièrement dans l'industrie de la construction. Elle doit détecter et réprimer, de façon concertée, les diverses infractions associées à la corruption, à la collusion et à la fraude dans l'adjudication et la réalisation des contrats publics par des enquêtes criminelles, pénales et administratives ainsi que par l'utilisation des dispositions des différentes lois pour saisir, bloquer et confisquer les biens et les avoirs reliés à ces activités qui pourraient mener à émettre des avis de cotisation à leur égard. Elle prévient la collusion et la fraude dans l'attribution et la réalisation des contrats publics par des mesures de vérification et de contrôle. Elle doit recueillir, colliger et analyser le renseignement concernant les cas suspectés ou avérés de corruption, de trafic d'influence, de collusion ou sur tout autre dossier connexe. Elle assure finalement le partage d'expertise et l'échange de renseignements entre les ministères et organismes concernés.

Attributions : Sous l'autorité du responsable des enquêtes du bureau du commissaire à la lutte contre la corruption, la personne titulaire du poste offre une expertise professionnelle principalement en matière d'enquêtes et de collecte et d'analyse de renseignements. Elle se doit de prendre connaissance des dénonciations d'actes répréhensibles, afin de leur donner les suites appropriées. Elle doit également identifier et documenter toutes nouvelles formes de corruption, de malversation, de collusion, de fraude ou de trafic d'influence dans l'adjudication, l'obtention ou l'exécution des contrats octroyés dans l'exercice des fonctions d'un organisme ou d'une personne du secteur public. Elle peut agir comme interlocuteur de l'UPAC auprès des partenaires et travailler conjointement avec ceux-ci dans le cadre des dossiers qui lui sont confiés. Elle a la responsabilité de rédiger des rapports, d'effectuer la synthèse des informations colligées et de formuler des recommandations qui seront soumises aux autorités du bureau du Commissaire.

Profil recherché : La personne recherchée doit faire preuve d'une très grande autonomie dans son travail, de jugement, de sens critique et avoir de la facilité à travailler en équipe multidisciplinaire. Elle dispose d'habiletés relationnelles et fait preuve de diplomatie et de tact. Elle a de bonnes habiletés de communication, tant à l'oral qu'à l'écrit. Elle doit avoir une connaissance approfondie des lois et règlements encadrant la réalisation d'enquêtes au Québec. Elle doit présenter une très grande habileté à saisir les enjeux en cause et les liens potentiels, démontrer un contrôle de soi, être organisée et méthodique pour planifier les travaux qui lui sont attribués en fonction des objectifs fixés et pour en assurer le suivi. Elle doit pouvoir présenter et soutenir une argumentation dans ces dossiers. De plus, elle possède une très grande capacité à trouver des solutions créatives et efficaces pour contribuer à l'accomplissement des mandats confiés à l'UPAC.

Conditions d'admission : Faire partie du personnel régulier de la fonction publique du Québec **ET** appartenir à la classe d'emplois d'agente ou agent de recherche et de planification socio-économique **OU** accepter un reclassement à ce titre.

Posséder un minimum de huit années d'expérience pertinente dans le domaine des enquêtes criminelles, de la gendarmerie, des organisations policières, des services spécialisés (écoute électronique, filature, identité judiciaire, renseignement criminel) et de la surveillance du territoire. Être titulaire d'un diplôme universitaire de premier cycle en droit, en criminologie, en gestion policière ou dans une autre discipline pertinente.

Note : L'embauche est conditionnelle aux résultats d'une enquête de sécurité démontrant les bonnes mœurs de la personne candidate. Au moment de l'embauche, la personne retenue devra posséder un permis de conduire valide.

Période d'inscription : du 20 juin au 5 juillet 2011

Inscription : Remplir le formulaire *Offre de service* en inscrivant le numéro **MUJC-1051083-03** à la rubrique « Numéro du concours ou de la réserve », le signer et le faire parvenir à l'adresse suivante ou par télécopieur :

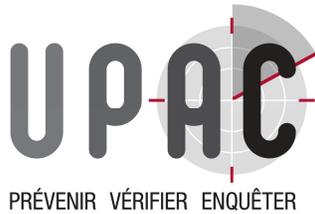
Monsieur Jason Charest
Direction des ressources humaines
Ministère de la Sécurité publique
Tour des Laurentides
2525, boulevard Laurier, 7^e étage
Québec, (Québec) G1V 2L2

Télécopieur : 418-646-9287

Pour être acceptées, les candidatures devront être reçues à l'adresse indiquée au plus tard le 5 juillet 2011. **Aucune candidature transmise par courrier électronique ne sera acceptée.**

Information : M. Jason Charest
Direction des ressources humaines
418 646-6777, poste 30177

Note : Toute candidature référée dans le cadre de la relocalisation d'une personne en priorité de placement sera traitée préalablement.



L'UPAC assure la coordination des actions en matière de prévention et de lutte contre la corruption en matière contractuelle dans le secteur public

UNE OU UN ANALYSTE-ENQUÊTEUR

Agente ou agent de recherche et de planification socio-économique

Offre de mutation : MUJH-1052024-06

Ministère de la Sécurité publique - L'Unité permanente anticorruption a présentement 4 emplois réguliers à pourvoir, plus précisément au bureau du Commissaire à la lutte contre la corruption dont les bureaux sont situés au 600, rue Fullum, à Montréal.

Unité permanente anticorruption (UPAC) : L'UPAC, dirigée par le commissaire à la lutte contre la corruption, a pour mandat de lutter contre la corruption, la collusion et le trafic d'influence dans l'octroi des contrats publics. Elle doit détecter et réprimer, de façon concertée, les diverses infractions associées à la corruption, à la collusion et à la fraude dans l'adjudication et la réalisation des contrats publics par des enquêtes criminelles, pénales et administratives ainsi que par l'utilisation des dispositions des différentes lois pour saisir, bloquer et confisquer les biens et les avoirs reliés à ces activités qui pourraient mener à émettre des avis de cotisation à leur égard. Elle prévient la collusion et la fraude dans l'attribution et la réalisation des contrats publics par des mesures de vérification et de contrôle. Elle doit recueillir, colliger et analyser le renseignement concernant les cas suspectés ou avérés de corruption, de trafic d'influence, de collusion ou sur tout autre dossier connexe. Elle assure finalement le partage d'expertise et l'échange de renseignements entre les ministères et organismes concernés.

Attributions : Sous l'autorité du directeur des opérations responsable des enquêtes au sein du commissaire à la lutte contre la corruption, la personne titulaire du poste offre une expertise professionnelle principalement en matière d'enquêtes et de collecte et d'analyse de renseignements. Elle se doit de prendre connaissance des dénonciations d'actes répréhensibles, afin de leur donner les suites appropriées. Elle doit également identifier et documenter toutes nouvelles formes de corruption, de malversation, de collusion, de fraude ou de trafic d'influence dans l'adjudication, l'obtention ou l'exécution des contrats octroyés dans l'exercice des fonctions d'un organisme ou d'une personne du secteur public. Elle peut agir comme interlocuteur de l'UPAC auprès des partenaires et travailler conjointement avec ceux-ci dans le cadre des dossiers qui lui sont confiés. Elle a la responsabilité de rédiger des rapports, d'effectuer la synthèse des informations colligées et de formuler des recommandations qui seront soumises aux autorités du commissaire à la lutte contre la corruption.

Profil recherché : La personne recherchée doit faire preuve d'une très grande autonomie dans son travail, de jugement, de sens critique et avoir de la facilité à travailler en équipe multidisciplinaire. Elle dispose d'habiletés relationnelles et fait preuve de diplomatie et de tact. Elle a de bonnes habiletés de communication, tant à l'oral qu'à l'écrit. Elle doit avoir une connaissance approfondie des lois et règlements encadrant la réalisation d'enquêtes au Québec. Elle doit présenter une très grande habileté à saisir les enjeux en cause et les liens

potentiels, démontrer un contrôle de soi, être organisée et méthodique pour planifier les travaux qui lui sont attribués en fonction des objectifs fixés et pour en assurer le suivi. Elle doit pouvoir présenter et soutenir une argumentation dans ces dossiers. De plus, elle possède une très grande capacité à trouver des solutions créatives et efficaces pour contribuer à l'accomplissement des mandats confiés à l'UPAC.

Conditions d'admission : Faire partie du personnel régulier de la fonction publique du Québec **ET** appartenir à la classe d'emplois d'agent(e) ou agent de recherche et de planification socio-économique **OU** accepter un reclassement à ce titre.

Être titulaire d'un diplôme universitaire de premier cycle en droit, en criminologie, en gestion policière ou dans une autre discipline pertinente. Posséder une expérience pertinente d'au moins quatre années en matière d'enquête, d'analyse de renseignement et de rédaction de rapport.

Note : L'embauche est conditionnelle aux résultats d'une enquête de sécurité démontrant les bonnes mœurs de la personne candidate. Au moment de l'embauche, la personne retenue devra posséder un permis de conduire valide.

Inscription : Remplir le formulaire «Offre de service», le signer et le faire parvenir à l'adresse suivante ou par télécopieur :

Madame Julie Hamel
Direction des ressources humaines
Ministère de la Sécurité publique
Tour des Laurentides
2525, boulevard Laurier, 7e étage
Québec (Québec) G1V 2L2

Télécopieur : 418 646-9287

Pour être acceptées, les candidatures devront être reçues
au plus tard le 15 février 2012.

Information : M. Jason Charest (Direction des ressources humaines)
418 646-6777, poste 30177

UNE OU UN ANALYSTE ENQUÊTEUR

Agente ou agent de recherche et de planification socioéconomique

Offre de mutation : MUJH-1052146-06

Ministère de la Sécurité publique : Unité permanente anticorruption (UPAC), Service de la vérification. Présentement, quatre emplois réguliers sont à pourvoir au 201, avenue Laurier Est à Montréal.

Unité permanente anticorruption (UPAC) : L'Unité permanente anticorruption, dirigée par le *Commissaire à la lutte contre la corruption*, a pour mandat de lutter contre la corruption, la collusion et le trafic d'influence dans l'adjudication et l'exécution de contrats publics, particulièrement dans l'industrie de la construction. Elle doit détecter et réprimer, de façon concertée, les diverses infractions associées à la corruption, à la collusion et à la fraude dans l'adjudication et la réalisation des contrats publics par des enquêtes criminelles, pénales et administratives ainsi que par l'utilisation des dispositions des différentes lois pour saisir, bloquer et confisquer les biens et les avoirs reliés à ces activités ainsi que pour émettre des avis de cotisation à leur égard. Elle prévient la collusion et la fraude dans l'attribution et la réalisation des contrats publics par des mesures de vérification et de contrôle. Elle doit recueillir, colliger et analyser les renseignements concernant les cas suspectés ou avérés de corruption, de trafic d'influence, de collusion ou sur tout autre dossier connexe. Elle assure finalement le partage d'expertise et l'échange de renseignements entre les ministères et organismes concernés.

À la suite de l'adoption de la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics*, un nouveau mandat, complémentaire à sa mission, a été confié au Commissaire à la lutte contre la corruption. La loi instaure un système de vérifications pour les entreprises qui désirent contracter avec un organisme public ou avec une municipalité. Pour ce faire, elles devront satisfaire aux conditions d'intégrité requises. Ainsi, une entreprise qui voudra conclure un tel contrat devra obtenir une autorisation de l'Autorité des marchés financiers. Afin d'assurer que cette dernière soit en mesure d'avoir toutes les informations pertinentes au moment de décider de l'autorisation, la loi prévoit que le commissaire associé effectuera les vérifications qu'il juge nécessaires à l'obtention de l'autorisation. C'est à cet effet que le nouveau Service de la vérification est créé au sein du Commissaire à la lutte contre la corruption.

Attributions : Sous l'autorité du Directeur des opérations et sous la supervision du chef d'équipe, la personne titulaire de l'emploi réalise des analyses et des enquêtes, notamment en matière pénale dans le cadre de l'application de la *Loi sur les contrats des organismes publics* et de la *Loi concernant la lutte contre la corruption*. Plus précisément, elle :

- offre une expertise professionnelle principalement en matière d'enquêtes et de collecte et d'analyse de renseignements;
- se doit de prendre connaissance des dénonciations d'actes répréhensibles, afin de leur donner les suites appropriées;
- doit également identifier et documenter toutes nouvelles formes de corruption, de malversation, de collusion, de fraude ou de trafic d'influence dans l'adjudication, l'obtention ou l'exécution des contrats octroyés dans l'exercice des fonctions d'un organisme ou d'une personne du secteur public;
- peut agir comme interlocuteur de l'UPAC auprès des partenaires et travailler conjointement avec ceux-ci dans le cadre des dossiers qui lui sont confiés;
- rédige des rapports et effectue des synthèses d'informations;
- enquête en matière pénale relativement aux dispositions de la *Loi sur les contrats des organismes publics* et de la *Loi concernant la lutte contre la corruption*.

Profil recherché : La personne recherchée doit faire preuve d'une très grande autonomie dans son travail, de jugement, de sens critique et avoir de la facilité à travailler en équipe multidisciplinaire. Elle dispose d'habiletés relationnelles et fait preuve de diplomatie et de tact. Elle a de bonnes habiletés de

communication, tant à l'oral qu'à l'écrit. Elle doit avoir une connaissance approfondie des lois et règlements encadrant la réalisation d'enquêtes au Québec. Elle doit présenter une très grande habileté à saisir les enjeux en cause et les liens potentiels, démontrer un contrôle de soi, être organisée et méthodique pour planifier les travaux qui lui sont attribués en fonction des objectifs fixés et pour en assurer le suivi. Elle doit pouvoir présenter et soutenir une argumentation dans ces dossiers. De plus, elle possède une très grande capacité à trouver des solutions créatives et efficaces pour contribuer à l'accomplissement des mandats confiés à l'UPAC.

Conditions d'admission : Faire partie du personnel régulier de la fonction publique québécoise et appartenir à la classe d'emploi d'agente ou agent de recherche et de planification socioéconomique ou accepter un reclassement à ce titre. Être titulaire d'un diplôme universitaire de premier cycle en criminologie, sécurité et études policières ou dans toute autre discipline pertinente à l'emploi. Posséder de six à treize années d'expérience de niveau professionnel dans le domaine des enquêtes criminelles, des organisations policières et des services spécialisés (renseignement criminel). Avoir sa résidence principale dans l'une des régions administratives suivantes : Laval, Laurentides, Lanaudière, Montréal ou Montérégie.

La personne sélectionnée devra répondre aux exigences d'une enquête de filtrage de sécurité. Au moment de l'embauche, la personne retenue devra posséder un permis de conduire valide.

Période d'inscription: Du 10 décembre 2012 au 4 janvier 2013

Important : Les personnes répondant aux conditions d'admission devront être disponibles pour une entrevue entre le 10 décembre 2012 et le 18 janvier 2013.

Inscription : Remplir le formulaire *Offre de service*, en indiquant le numéro **MUJH-1052146-06** à la rubrique Numéro de concours ou de la réserve, et le transmettre à madame Julie Hamel, Direction des ressources humaines, ministère de la Sécurité publique, Édifice SSQ, tour des Laurentides, 7^e étage, 2525, boulevard Laurier, Québec (Québec) G1V 2L2 ou, par télécopieur, au 418 646-9287.

** Vous devez inscrire toutes les données permettant d'établir l'admissibilité, dont le ministère, le statut et le classement actuels.

Pour être acceptées, les candidatures devront être reçues à l'adresse indiquée au plus tard le **4 janvier 2013**.

Information : Madame Claudie Verreault, UPAC, au 514 228-3098, poste 12310
Madame Julie Hamel, ressources humaines, au 418 646-6777, poste 30179

Note : Toute candidature référée dans le cadre de la relocalisation d'une personne en priorité de placement sera traitée préalablement.

ON VEUT VOTRE TALENT

Derrière la qualité de vie
des Québécois, il y a des
carrières pleines de défis.



UNE OU UN ANALYSTE-ENQUÊTEUR

Agente ou agent de recherche et de planification socioéconomique

Réserve numéro : 105R-1106544

Ministère de la Sécurité publique : La mise sur pied de l'Unité permanente anticorruption étant en cours, **plusieurs** emplois occasionnels et réguliers sont à pourvoir d'ici l'automne dans les régions administratives de Québec et de Montréal.

Les personnes qui répondent aux conditions d'admission de la présente réserve et qui réussiront l'évaluation prévue pour constituer la présente réserve seront inscrites, selon le nombre d'années d'expérience reconnu, sur une ou plusieurs listes de déclaration d'aptitudes pour la classe d'emploi visée par la réserve. Il est à noter qu'il est de la responsabilité de la personne candidate de mettre à jour les renseignements fournis concernant notamment l'expérience et le lieu de résidence.

Unité permanente anticorruption (UPAC) : L'UPAC, dirigée par le commissaire à la lutte contre la corruption, a pour mandat de lutter contre la corruption, la collusion et le trafic d'influence dans l'adjudication et l'exécution de contrats publics, particulièrement dans l'industrie de la construction. Elle doit détecter et réprimer, de façon concertée, les diverses infractions associées à la corruption, à la collusion et à la fraude dans l'adjudication et la réalisation des contrats publics par des enquêtes criminelles, pénales et administratives ainsi que par l'utilisation des dispositions des différentes lois pour saisir, bloquer et confisquer les biens et les avoirs reliés à ces activités qui pourraient mener à produire des avis de cotisation à leur égard. Elle prévient la collusion et la fraude dans l'attribution et la réalisation des contrats publics par des mesures de vérification et de contrôle. Elle doit recueillir, colliger et analyser les renseignements concernant les cas suspectés ou avérés de corruption, de trafic d'influence, de collusion ou sur tout autre dossier connexe. Elle assure finalement le partage d'expertise et l'échange de renseignements entre les ministères et organismes concernés.

Attributions : Sous l'autorité du directeur des enquêtes du bureau du commissaire à la lutte contre la corruption, la personne titulaire du poste offre une expertise professionnelle principalement en matière d'enquêtes, de collecte, de recherche et d'analyse de renseignements, de même que de veille stratégique reliée au domaine de la criminalité, de la corruption et de la sécurité. Elle se doit de prendre connaissance des dénonciations d'actes répréhensibles afin de leur donner les suites appropriées. Elle doit également déterminer et documenter toutes nouvelles formes de corruption, de malversation, de collusion, de fraude ou de trafic d'influence dans l'adjudication, l'obtention ou l'exécution des contrats octroyés dans l'exercice des fonctions d'un organisme ou d'une personne du secteur public. Elle peut agir comme interlocuteur de l'UPAC auprès des partenaires et travailler conjointement avec ceux-ci dans le cadre des dossiers qui lui sont confiés. Elle a la responsabilité de rédiger des rapports, d'effectuer la synthèse des informations colligées et de formuler des recommandations qui seront soumises aux autorités du bureau du Commissaire.

(verso)

Profil recherché : La personne recherchée doit faire preuve d'une très grande autonomie dans son travail, de jugement, de sens critique et avoir de la facilité à travailler en équipe multidisciplinaire. Elle dispose d'habiletés relationnelles et fait preuve de diplomatie et de tact. Elle a de bonnes habiletés de communication, tant à l'oral qu'à l'écrit. Elle doit avoir une connaissance approfondie des lois et règlements encadrant la réalisation d'enquêtes au Québec. Elle doit présenter une très grande habileté à saisir les enjeux en cause et les liens potentiels, démontrer un contrôle de soi, être organisée et méthodique pour planifier les travaux qui lui sont attribués en fonction des objectifs fixés et pour en assurer le suivi. Elle doit pouvoir présenter et soutenir une argumentation dans ces dossiers. De plus, elle possède une très grande capacité à trouver des solutions créatives et efficaces pour contribuer à l'accomplissement des mandats confiés à l'UPAC.

Conditions d'admission : Être titulaire d'un diplôme universitaire de premier cycle (baccalauréat) en droit, en criminologie, en sécurité et études policières, en sciences politiques, en administration des affaires, en sciences comptables ou en économie **ET** posséder quatre à treize années d'expérience de niveau professionnel pertinente aux attributions de l'emploi.

Chaque année de scolarité pertinente manquante peut être compensée par deux années d'expérience pertinente aux attributions de la classe d'emploi **OU** par une année (30 crédits) de scolarité pertinente et de niveau égal ou supérieur au diplôme universitaire de premier cycle. Chaque année d'expérience manquante peut être compensée par une année de scolarité (30 crédits) pertinente et de niveau supérieur au diplôme universitaire requis.

Pour occuper un emploi dans la fonction publique québécoise, vous devez posséder le statut de citoyen canadien ou celui de résident permanent. De plus, vous devez avoir une connaissance du français appropriée aux fonctions.

Note : L'embauche est conditionnelle aux résultats d'une enquête de sécurité démontrant les bonnes mœurs de la personne candidate.

Salaire : Le salaire annuel, calculé sur une base de 35 heures par semaine, pourra s'échelonner de 52 587 \$ à 71 707 \$. Le traitement annuel à l'entrée en fonction est déterminé selon le nombre d'années d'expérience.

Période d'inscription : Du 18 au 29 juillet 2011

Inscription : Remplir le formulaire **Offre de service** en inscrivant le numéro **105R-1106544** à la rubrique Numéro du concours ou de la réserve, le signer et le faire parvenir à l'adresse suivante :

Monsieur Denis Caron
Direction des ressources humaines
Ministère de la Sécurité publique
Tour des Laurentides
2525, boulevard Laurier, 7^e étage
Québec (Québec) G1V 2L2

Télécopieur : 418 646-9287

Aucune candidature transmise par courrier électronique ne sera acceptée.

Pour être considérées, les candidatures doivent être reçues à l'adresse indiquée **au plus tard le 29 juillet 2011.**

Vous pouvez vous procurer le formulaire **Offre de service** dans le site Internet [www.carrieres.gouv.qc.ca], dans les bureaux régionaux du Centre de services partagés du Québec, dans les directions des ressources humaines des ministères et des organismes, dans les bureaux de Services Québec, dans les centres locaux d'emploi (CLE), dans les carrefours jeunesse-emploi, ainsi que dans les bureaux d'organismes représentant les groupes visés par les mesures d'accès à l'égalité.

Un dossier complet comprend :

- le formulaire **Offre de service** dûment rempli comprenant l'inscription du numéro d'assurance sociale et du numéro **105R-1106544** à la rubrique Numéro du concours ou de la réserve;
- votre signature aux sections 4 et 5;
- la nature, le classement et la durée des emplois occupés, y compris les mois de début et de fin de chacun des emplois et le nombre d'heures travaillées par semaine pour les emplois à temps partiel;
- une photocopie de l'original des attestations d'études ou de l'évaluation comparative des études effectuées hors du Québec (attestation d'équivalence) que vous pouvez vous procurer auprès du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles [www.micc.gouv.qc.ca].

Nous recommandons de ne pas attendre la dernière journée pour vous inscrire.

Information : M. Jason Charest
Direction des ressources humaines
418 646-6777, poste 30177

UNE OU UN ANALYSTE-ENQUÊTEUR

Agente ou agent de recherche et de planification socioéconomique

Concours de recrutement : 105G-1106678

Ministère de la Sécurité publique : Cette réserve vise à pourvoir à des emplois occasionnels et réguliers et, au besoin, à des emplois semblables au Commissaire à la lutte contre la corruption dans les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal. Présentement, plusieurs emplois réguliers sont à pourvoir dans la région de Montréal.

Commissaire à la lutte contre la corruption (Unité permanente anticorruption) : L'UPAC, dirigée par le Commissaire à la lutte contre la corruption, a pour mandat de lutter contre la corruption, la collusion et le trafic d'influence dans l'adjudication et l'exécution de contrats publics, particulièrement dans l'industrie de la construction. Elle doit détecter et réprimer, de façon concertée, les diverses infractions associées à la corruption, à la collusion et à la fraude dans l'adjudication et la réalisation des contrats publics par des enquêtes criminelles, pénales et administratives ainsi que par l'utilisation des dispositions des différentes lois pour saisir, bloquer et confisquer les biens et les avoirs reliés à ces activités ainsi que pour émettre des avis de cotisation à leur égard. Elle prévient la collusion et la fraude dans l'attribution et la réalisation des contrats publics par des mesures de vérification et de contrôle. Elle doit recueillir, colliger et analyser le renseignement concernant les cas suspectés ou avérés de corruption, de trafic d'influence, de collusion ou sur tout autre dossier connexe. Elle assure finalement le partage d'expertise et l'échange de renseignements entre les ministères et organismes concernés.

Attributions : Sous l'autorité du directeur des opérations du bureau du commissaire à la lutte contre la corruption, la personne titulaire du poste offre une expertise professionnelle principalement en matière d'enquêtes, de collecte, de recherche et d'analyse de renseignements, de même que de veille stratégique reliée au domaine de la criminalité, de la corruption et de la sécurité. Elle se doit de prendre connaissance des dénonciations d'actes répréhensibles afin de leur donner les suites appropriées. Elle doit également déterminer et documenter toutes nouvelles formes de corruption, de malversation, de collusion, de fraude ou de trafic d'influence dans l'adjudication, l'obtention ou l'exécution des contrats octroyés dans l'exercice des fonctions d'un organisme ou d'une personne du secteur public. Elle peut agir comme interlocuteur de l'UPAC auprès des partenaires et travailler conjointement avec ceux-ci dans le cadre des dossiers qui lui sont confiés. Elle a la responsabilité de rédiger des rapports, d'effectuer la synthèse des informations colligées et de formuler des recommandations qui seront soumises aux autorités du bureau du Commissaire.

Conditions d'admission : Être titulaire d'un diplôme universitaire de premier cycle (baccalauréat) dont l'obtention requiert un minimum de seize années d'études notamment en criminologie, en sécurité et études policières ou dans toute autre discipline pertinente à l'emploi **ET** posséder un minimum de huit années d'expérience de niveau professionnel dans le domaine des enquêtes criminelles, des organisations policières et des services spécialisés (renseignement criminel).

Chaque année de scolarité pertinente manquante peut être compensée par deux années d'expérience pertinente aux attributions de la classe d'emploi **OU** par une année (30 crédits) de scolarité pertinente et de niveau égal ou supérieur au diplôme universitaire de premier cycle.

Cependant, les années d'expérience demandées ne peuvent être compensées par de la scolarité additionnelle ou supérieure à celle exigée.

Pour occuper un emploi dans la fonction publique du Québec, vous devez posséder la citoyenneté canadienne ou le statut de résident permanent. De plus, vous devez avoir une connaissance du français appropriée aux fonctions. Le candidat dans l'attente de la preuve de son statut de résident permanent ou de sa citoyenneté canadienne peut être admis à la présente réserve. Toutefois, lors de sa nomination, il devra avoir le statut de résident permanent ou la citoyenneté canadienne.

Note : L'embauche est conditionnelle aux résultats d'une enquête de sécurité démontrant les bonnes mœurs de la personne candidate.

Salaire : Lors du recrutement, la personne candidate pourra se voir reconnaître un maximum de cinq années d'expérience ou de scolarité additionnelles à celle prévues aux conditions d'admission du concours. Le salaire annuel, calculé sur une base de 35 heures par semaine, pourra s'échelonner de 64 822 \$ à 75 538 \$. Le traitement annuel à l'entrée en fonction est déterminé selon le nombre d'années d'expérience.

Période d'inscription : Du 23 juin au 8 juillet 2014

Inscription : Remplir le formulaire « **Offre de service** », en mentionnant le numéro **105G-1106678** à la rubrique « Numéro du concours ou de la réserve », et le faire parvenir à l'adresse suivante :

Madame Manon Robitaille
Ministère de la Sécurité publique
Direction des ressources humaines
2525, boulevard Laurier
Tour des Laurentides, 7^e étage
Québec (Québec) G1V 2L2

Ou par télécopieur, au 418 643-3828.

L'accessibilité de la ligne du télécopieur n'est pas garantie en période d'affluence; nous vous suggérons de ne pas attendre à la dernière minute pour éviter l'engorgement. De plus, il est suggérer de conserver une copie de votre rapport de transmission. **Nous recommandons de ne pas attendre la dernière journée pour vous inscrire.**

Aucune candidature transmise par courrier électronique ne sera acceptée. Il est à noter qu'il est de la responsabilité de la personne candidate de mettre à jour les renseignements fournis concernant notamment l'expérience et le lieu de résidence.

Pour être considérées, les candidatures doivent être reçues à l'adresse indiquée ou par télécopieur **au plus tard le 8 juillet 2014.**

Vous pouvez vous procurer le formulaire **Offre de service** dans le site Internet **www.carrieres.gouv.qc.ca** et dans les bureaux régionaux du Centre de services partagés du Québec, dans les directions des **ressources humaines des ministères et des organismes, dans les bureaux de Services Québec, dans les centres** locaux d'emploi (CLE), dans les carrefours jeunesse-emploi et auprès d'organismes représentant les groupes visés par les mesures d'accès à l'égalité.

Aux fins de la vérification de l'admissibilité et de la rémunération, vous devez inscrire et détailler toutes vos expériences de travail. Seules les expériences mentionnées lors de votre inscription seront considérées.

Pour chaque expérience, vous devez décrire les tâches principales et habituelles de façon exhaustive, à défaut de quoi celle-ci pourrait ne pas être considérée dans l'analyse de votre candidature. Pour être jugées pertinentes, les tâches principales et habituelles décrites doivent être en lien direct avec les attributions ci-dessus.

Pour chaque formation, vous devez indiquer le nombre de crédits ou unités obtenus, à défaut de quoi celle-ci pourrait ne pas être considérée dans l'analyse de votre candidature. Cette information est disponible sur votre dernier relevé de notes.

Il est de votre responsabilité de nous transmettre un dossier complet pendant la période d'inscription. La décision d'admissibilité repose sur les informations incluses dans votre dossier reçu, à nos bureaux, au plus tard le **8 juillet 2014**. Aucun ajout ne sera accepté après cette date.

Un dossier complet comprend :

- le formulaire **Offre de service** dûment rempli comprenant l'inscription du numéro d'assurance sociale (NAS) et du numéro **105G-1106678** à la rubrique Numéro du concours ou de la réserve;
- votre signature aux sections 4 et 5;
- la nature, le classement et la durée des emplois occupés, y compris les mois de début et de fin de chacun des emplois et le nombre d'heures travaillées par semaine pour les emplois à temps partiel;
- une photocopie de l'original des attestations d'études effectuées au Canada (relevé de notes officiel ou diplôme);

une copie de l'évaluation comparative des études effectuées hors du Canada (attestation d'équivalence) que vous pouvez vous procurer auprès du ministère de l'Immigration de la Diversité et de l'Inclusion (www.midi.gouv.qc.ca) **ou la preuve d'ouverture de dossier**. Votre preuve d'ouverture de dossier doit être reçue au plus tard le 8 juillet 2014 par la poste ou par télécopieur au 418 643-3828 en spécifiant le numéro de la réserve 105G-1106678.

Information : Madame Claudie Verreault au (514) 228-3098, poste 12310

Cet appel de candidatures représente une occasion de concrétiser l'orientation gouvernementale relative à l'accroissement de la présence de groupes sous-représentés dans la fonction publique québécoise, tels que les membres des communautés culturelles, les anglophones, les autochtones et les personnes handicapées. Pour en savoir plus sur les mesures et les programmes en vigueur, nous vous invitons à consulter la section sur l'accès à l'égalité du site Internet [www.tresor.gouv.qc.ca/egalite].

UNE OU UN ANALYSTE-ENQUÊTEUR

Agente ou agent de recherche et de planification socioéconomique

Réserve numéro : 105R-1106607

Ministère de la Sécurité publique : Cette réserve vise à pourvoir à des emplois occasionnels et réguliers et, au besoin, à des emplois semblables au Commissaire à la lutte contre la corruption dans les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal. Présentement, plusieurs emplois réguliers sont à pourvoir dans la région de Montréal.

Les personnes qui répondent aux conditions d'admission de la présente réserve et qui réussiront l'évaluation prévue pour constituer la présente réserve seront inscrites, selon le nombre d'années d'expérience reconnu, sur une ou plusieurs listes de déclaration d'aptitudes pour la classe d'emploi visée par la réserve.

Il est à noter qu'il est de la responsabilité de la personne candidate de mettre à jour les renseignements fournis concernant notamment l'expérience et le lieu de résidence.

Commissaire à la lutte contre la corruption (Unité permanente anticorruption) : L'UPAC, dirigée par le Commissaire à la lutte contre la corruption, a pour mandat de lutter contre la corruption, la collusion et le trafic d'influence dans l'adjudication et l'exécution de contrats publics, particulièrement dans l'industrie de la construction. Elle doit détecter et réprimer, de façon concertée, les diverses infractions associées à la corruption, à la collusion et à la fraude dans l'adjudication et la réalisation des contrats publics par des enquêtes criminelles, pénales et administratives ainsi que par l'utilisation des dispositions des différentes lois pour saisir, bloquer et confisquer les biens et les avoirs reliés à ces activités ainsi que pour émettre des avis de cotisation à leur égard. Elle prévient la collusion et la fraude dans l'attribution et la réalisation des contrats publics par des mesures de vérification et de contrôle. Elle doit recueillir, colliger et analyser le renseignement concernant les cas suspectés ou avérés de corruption, de trafic d'influence, de collusion ou sur tout autre dossier connexe. Elle assure finalement le partage d'expertise et l'échange de renseignements entre les ministères et organismes concernés.

Attributions : Sous l'autorité du directeur des opérations du bureau du commissaire à la lutte contre la corruption, la personne titulaire du poste offre une expertise professionnelle principalement en matière d'enquêtes, de collecte, de recherche et d'analyse de renseignements, de même que de veille stratégique reliée au domaine de la criminalité, de la corruption et de la sécurité. Elle se doit de prendre connaissance des dénonciations d'actes répréhensibles afin de leur donner les suites appropriées. Elle doit également déterminer et documenter toutes nouvelles formes de corruption, de malversation, de collusion, de fraude ou de trafic d'influence dans l'adjudication, l'obtention ou l'exécution des contrats octroyés dans l'exercice des fonctions d'un organisme ou d'une personne du secteur public. Elle peut agir comme interlocuteur de l'UPAC auprès des partenaires et travailler conjointement avec ceux-ci dans le cadre des dossiers qui lui sont confiés. Elle a la responsabilité de rédiger des rapports, d'effectuer la synthèse des informations colligées et de formuler des recommandations qui seront soumises aux autorités du bureau du Commissaire.

Profil recherché : La personne recherchée doit faire preuve d'une très grande autonomie dans son travail, de jugement, de sens critique et avoir de la facilité à travailler en équipe multidisciplinaire. Elle dispose d'habiletés relationnelles et fait preuve de diplomatie et de tact.

Elle a de bonnes habiletés de communication, tant à l'oral qu'à l'écrit. Elle doit avoir une connaissance approfondie des lois et règlements encadrant la réalisation d'enquêtes au Québec. Elle doit présenter une très grande habileté à saisir les enjeux en cause et les liens potentiels, démontrer un contrôle de soi, être organisée et méthodique pour planifier les travaux qui lui sont attribués en fonction des objectifs fixés et pour en assurer le suivi. Elle doit pouvoir présenter et soutenir une argumentation dans ces dossiers. De plus, elle possède une très grande capacité à trouver des solutions créatives et efficaces pour contribuer à l'accomplissement des mandats confiés à l'UPAC.

Conditions d'admission : Être titulaire d'un diplôme universitaire de premier cycle (baccalauréat) dont l'obtention requiert un minimum de seize années d'études notamment dans les disciplines suivantes : criminologie, sécurité et études policières ou dans toute autre discipline pertinente à l'emploi **ET** posséder six à treize années d'expérience de niveau professionnel dans le domaine des enquêtes criminelles, des organisations policières et des services spécialisés (renseignement criminel).

Chaque année de scolarité pertinente manquante peut être compensée par deux années d'expérience pertinente aux attributions de la classe d'emploi **OU** par une année (30 crédits) de scolarité pertinente et de niveau égal ou supérieur au diplôme universitaire de premier cycle.

Pour occuper un emploi dans la fonction publique québécoise, vous devez posséder le statut de citoyen canadien ou celui de résident permanent. De plus, vous devez avoir une connaissance du français appropriée aux fonctions.

Note : L'embauche est conditionnelle aux résultats d'une enquête de sécurité démontrant les bonnes mœurs de la personne candidate.

Salaire : Le salaire annuel, calculé sur une base de 35 heures par semaine, pourra s'échelonner de 57 416 \$ à 72 424 \$. Le traitement annuel à l'entrée en fonction est déterminé selon le nombre d'années d'expérience.

Période d'inscription : Du 18 juin au 3 juillet 2012

Inscription : Remplir le formulaire **Offre de service** en inscrivant le numéro 105R-1106607 à la rubrique Numéro du concours ou de la réserve, le signer et le faire parvenir à l'adresse suivante :

Madame Manon Robitaille
Direction des ressources humaines
Ministère de la Sécurité publique
Tour des Laurentides
2525, boulevard Laurier, 7^e étage
Québec (Québec) G1V 2L2

Ou par télécopieur : 418 646-9287

Aucune candidature transmise par courrier électronique ne sera acceptée.

Pour être considérées, les candidatures doivent être reçues à l'adresse indiquée ou par

télécopieur au plus tard le 3 juillet 2012.

Nous recommandons de ne pas attendre la dernière journée pour vous inscrire.

Vous pouvez vous procurer le formulaire **Offre de service** dans le site Internet [www.carrieres.gouv.qc.ca], dans les bureaux régionaux du Centre de services partagés du Québec, dans les directions des ressources humaines des ministères et des organismes, dans les bureaux de Services Québec, dans les centres locaux d'emploi (CLE), dans les carrefours jeunesse-emploi, ainsi que dans les bureaux d'organismes représentant les groupes visés par les mesures d'accès à l'égalité.

Un dossier complet comprend :

- le formulaire **Offre de service** dûment rempli comprenant l'inscription du numéro d'assurance sociale (NAS) et du numéro 105R-1106607 à la rubrique Numéro du concours ou de la réserve;
- votre signature aux sections 4 et 5;
- la nature, le classement et la durée des emplois occupés, y compris les mois de début et de fin de chacun des emplois et le nombre d'heures travaillées par semaine pour les emplois à temps partiel;
- une photocopie de l'original des attestations d'études effectuées au Québec (relevé de notes officiel ou diplôme);
- une copie de l'évaluation comparative des études effectuées hors du Québec (attestation d'équivalence) que vous pouvez vous procurer auprès du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles [www.micc.gouv.qc.ca].

Information : M. Jason Charest
Direction des ressources humaines
418 646-6777, poste 30177